

SYRIE

**Amnesty International se
félicite de la libération de
600 prisonniers politiques**
Index AI : MDE 24/031/00

FLASH

Amnesty International a accueilli avec satisfaction ce jeudi 16 novembre 2000 la nouvelle de la libération de 600 prisonniers politiques par le gouvernement syrien.

« Amnesty International milite depuis de nombreuses années pour que les prisonniers d'opinion bénéficient d'une libération immédiate et inconditionnelle, que les prisonniers politiques soient jugés dans le cadre de procès équitables et que des enquêtes soient menées sur tous les cas de « disparition », a déclaré l'organisation de défense des droits humains. En 1994 et en 1997, Amnesty International avait remis au

gouvernement syrien des mémorandums comportant le nom de centaines de prisonniers politiques, parmi lesquels figuraient des prisonniers d'opinion. »

Cette année, à la suite de l'élection du président Bachar el Assad, Amnesty International a publié une déclaration adressée au nouveau gouvernement syrien dans laquelle elle demandait de réexaminer le cas de chacune des personnes détenues pour des infractions d'ordre politique ou pour atteinte à la sûreté de l'État. L'organisation de défense des droits humains a exhorté les autorités syriennes à libérer enfin toutes les personnes détenues au seul motif de leurs convictions, toutes celles qui sont incarcérées depuis

des années sans avoir été jugées, ainsi que tous les autres prisonniers ou, à tout le moins, à leur accorder un procès conforme aux normes internationales d'équité.

Ces dix dernières années, des milliers de prisonniers politiques ont été libérés par les autorités syriennes, soit en vertu d'amnisties décrétées par le chef de l'État, soit à l'expiration de leur peine. Toutefois, dans un rapport récemment publié, Amnesty International a révélé qu'au moins 1 500 prisonniers politiques, dont des prisonniers d'opinion, demeuraient en détention. Parmi eux se trouve notamment Abd al Aziz al Khayer, un prisonnier d'opinion condamné à une peine d'emprisonnement de vingt-deux ans en raison de ses liens avec le Hizb al Amal al Shuyui (Parti d'action communiste, PAC), un parti interdit.

Amnesty International détient les noms de très nombreux prisonniers

d'opinion et de milliers de prisonniers politiques, membres pour la plupart de l'organisation Al Ikhwan al Muslimun (les Frères musulmans), qui ont été placés en détention ou ont « disparu » depuis le début des années 80 en Syrie.

« Nous espérons que ce n'est qu'un début et que cette étape sera suivie de la libération des prisonniers d'opinion et des prisonniers politiques qui sont détenus depuis des années et qui n'ont jamais été jugés », a déclaré Amnesty International.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>